

Service aux collectivités

Bilan 2022 - 2023



Table des matières

À propos.....	1
Équipe du SAC en 2022-2023.....	1
Synthèse de l'année 2022-2023.....	2
Faits saillants.....	3
Perspectives pour 2023-2024.....	5
Regard sur des projets accompagnés.....	6
Domaine communautaire.....	6
Domaine femmes et rapports de sexe (Protocole UQAM/Relais-femmes).....	10
Domaine syndical (Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ).....	14
Volet étudiant.....	19
Remerciements.....	22
Comité des services aux collectivités 2022-2023.....	22
Comité-conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ.....	24
Comité-conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes.....	26
Comité consultatif du Volet étudiant.....	27
Partenaires des projets accompagnés au SAC.....	28
ANNEXE 1 : Collaborations institutionnelles et contributions externes.....	36
ANNEXE 2 : Lauréates des bourses d'études du SAC 2022-2023	38

À PROPOS

Depuis près de 50 ans, le Service aux collectivités (SAC) collabore avec des groupes sociaux non traditionnellement desservis par les universités, en vue de répondre à des besoins qui leur sont propres, et ce, dans une perspective de promotion collective ou culturelle. Il joue un rôle actif dans le soutien et le développement de partenariats fructueux qui prennent la forme de projets de formation, de recherche, de création et de diffusion.

Participent à ces projets des enseignant·es enseignant·es et étudiant·es de l'UQAM, des organismes communautaires, des groupes de femmes, des syndicats, des comités de citoyen·ne·s, de même que d'autres groupes apparentés non gouvernementaux qui poursuivent des objectifs de développement à caractère social, culturel, environnemental ou communautaire. Les projets sont accompagnés par le personnel professionnel du service afin de faciliter la coconstruction des connaissances et les bénéfices mutuels pour l'ensemble des partenaires.

Dans le cadre des projets soutenus par le SAC, les partenaires partagent leurs savoirs et compétences pour produire collectivement de nouvelles connaissances porteuses de transformations sociales.

Équipe du SAC en 2022-2023

Geneviève Chicoine

Agente de développement
Domaine communautaire

Maryse Dupré

Secrétaire de direction

Fanny Jolicoeur

Agente de développement
Volet étudiant

Ève-Marie Lampron

Agente de développement
Protocole UQAM/Relais-femmes

Mélanie Pelletier

Agente de développement
Domaine communautaire

Marie Eve Rioux-Pelletier

*jusqu'en juin 2022 (congé de maternité)
Agente de développement
Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ

Josée-Anne Riverin

Agente de développement
Domaine communautaire

Marcel Simoneau

Directeur

Marianne Théberge-Guyon

*Remplacement de congé de maternité
Agente de développement
Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ

Ce rapport annuel du Service aux collectivités présente des données quantitatives globales pour l'ensemble des projets soutenus du 1er mai 2022 au 30 avril 2023, les faits saillants de l'année ainsi qu'une présentation détaillée des activités marquantes et des enjeux et perspectives propres aux trois domaines du service (communautaire, femmes/rapports de sexe et syndical) et au Volet étudiant. Ce rapport et le tableau de l'ensemble des projets soutenus sont aussi disponibles sur le [site Internet du SAC](#).

Synthèse de l'année 2022-2023

PROJETS ET ACTIVITÉS	
Type de projets/activités	Nombre
Projets de recherche	55
Projets de formation	18
Activités de diffusion/transfert	6
Projets de consultation/expertise	3
Mandats réalisés dans le cadre du Volet étudiant	9
Total	90

SOUTIEN FINANCIER	
Type de soutien	Montant
Interne	201 277\$
Externe	687 289\$
Total	898 566\$

DÉGRÈVEMENTS	
Nombre d'heures de dégrèvement	645 heures

PARTENAIRES UNIVERSITAIRES ET DES COLLECTIVITÉS	
Type de partenaire	Nombre
Professeur-es et chargé-es de cours de l'UQAM, provenant des sept Facultés et École	76
Départements et Instituts de l'UQAM	27
Étudiant-es de l'UQAM	108
Groupes partenaires	100

Nous tenons à souligner que ce tableau ne présente pas [tous les apports considérables, mais non comptabilisés, des groupes partenaires](#), tant en ressources humaines que matérielles.

S'ajoutant à ses nombreuses activités de transferts et de mobilisation des connaissances, tant dans les collectivités que dans le milieu universitaire et qui font partie intégrante des projets accompagnés, le SAC poursuit ses efforts de rayonnement à travers différentes plateformes :

Médias sociaux du SAC	Abonné·es au 30 avril 2023	Nombre de vues au 30 avril 2023
Facebook/Meta	678	14 039
Chaîne YouTube	43	2701 (27 vidéos)
Linked-In (depuis novembre 2022)	409	200
Instagram (depuis novembre 2022)	140	774

Médias	Nombre de communications médiatiques au sujet du SAC et des projets accompagnés
Médias nationaux et régionaux	31
Actualités UQAM	17
Total	48

Faits saillants

Année après année, le Service aux collectivités met tout en œuvre pour demeurer à l'écoute des **problématiques sociales identifiées par ses nombreux partenaires** issus des milieux communautaires, syndicaux, féministes, autochtones et ethnoculturels. 2022-2023 n'y aura pas fait exception, alors que l'équipe du SAC a poursuivi l'accompagnement de ses multiples projets tout en réalisant différentes actions structurantes, portant toujours plus loin sa mission.

Saluons d'abord l'instauration d'une **reconnaissance financière formelle de la participation des groupes** au Comité des services aux collectivités (CSAC) de l'UQAM, instance unique et vibrante, ancrée depuis plus de 40 ans dans notre institution. Le SAC emboîte ainsi le pas à un mouvement plus large visant à reconnaître pleinement l'expertise et le temps consacré par des personnes des milieux collaborant avec les universités. Nous nous réjouissons que les précieux apports des membres externes soient enfin reconnus.

De plus, à la suite de l'abolition du Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Enseignement supérieur en juin 2022, l'équipe a été à pied d'œuvre pour pallier cette disparition. C'est avec plaisir que nous annonçons qu'avec l'appui du vice-rectorat à la recherche, à la création et à la diffusion, **un programme pilote visant la co-formation et le transfert multi-directionnel des connaissances a été élaboré durant l'année** et sera lancé en 2023-2024.

L'année 2022-2023 a également marqué la fin du **plan stratégique du SAC**, élaboré en 2018. Un bilan a permis d'identifier les nombreuses réalisations en lien avec les orientations phares de ce plan, en plus de démontrer l'importance d'un tel outil pour stimuler un développement cohérent et continu du Service et de ses activités. Nous sommes fières du travail accompli et impatientes d'identifier les nouvelles orientations qui guideront notre travail dans les prochaines années. Soulignons que, pour différentes raisons, incluant l'arrivée d'une nouvelle direction prévue pour l'automne 2023, les démarches en ce sens ont été mises en suspens. Plusieurs actions de réflexion stratégique ont néanmoins déjà eu lieu, certaines avec la collaboration du CSAC, permettant d'établir une programmation provisoire pour 2023-2024 et de paver la voie pour les prochaines étapes devant mener à la nouvelle planification stratégique du service. Toute l'équipe souhaite d'ailleurs remercier Annie Camus, professeure au département d'Organisation et ressources humaines de l'École des sciences de la gestion et professeure aviseure désignée par le VRRCD, pour son accompagnement indéfectible tout au long de cette démarche.

Le SAC poursuit son implication au sein du Réseau International UNiversités-Sociétés (**RÉIUNIS**), qui permet à l'UQAM et à 5 autres universités partenaires (Lyon 2, Rennes 2, Strasbourg, Lausanne, et Gaston-Berger) de mieux faire connaître et reconnaître les recherches partenariales participatives. Le réseau s'est également mobilisé tout au long de l'année pour organiser une [École d'automne internationale et francophone sur la recherche participative](#) pour les jeunes chercheur·ses, qui se déroulera du 24 au 26 octobre à l'Université de Strasbourg. RÉIUNIS rassemble ainsi les universités autour de valeurs reliées à leur mission sociale et milite à l'international pour une plus grande reconnaissance de l'importance et de la pertinence de la recherche participative en partenariat avec des acteurs de la société civile.

Soulignons également, au niveau provincial, l'Avis du **Conseil supérieur de l'éducation** (2023) qui positionne l'importance et le rôle pionnier du Service aux collectivités de l'UQAM, et recommande de « reconnaître et valoriser la participation et l'engagement dans la mission des services aux collectivités, pour des groupes sociaux moins nantis et traditionnellement moins desservis par les universités » (p. 125)[1].

Au sein même des différents domaines du SAC, **plusieurs activités et projets d'envergure ont rayonné** de façon toute particulière. Qu'il s'agisse du *Forum sur les pratiques d'évaluation dans les organismes communautaires* ayant permis d'engager un dialogue nécessaire entre des actrices et acteurs de l'écosystème sur les enjeux de l'évaluation, de la troisième édition de *l'École d'été sur la gouvernance autochtone au féminin*, du 40^e anniversaire du Protocole UQAM/Relais-Femmes, du lancement de la première formation du SAC destinée aux personnes étudiantes (Volet étudiant) ou encore des nombreux événements de diffusion tenus au domaine syndical dont le midi-conférence *L'inflation : quelles causes*,

[1] Conseil supérieur de l'éducation (2023, avril). [Pour une recherche universitaire diversifiée, reflet et moteur de la société](#). Québec : Conseil supérieur de l'éducation.

quels enjeux et quelles mesures ?, l'équipe du SAC a tout mis en œuvre pour maintenir et accroître la vitalité de la mobilisation des connaissances de ses projets partenariaux. Ces actions témoignent de la capacité du SAC à créer des synergies entre des actrices et acteurs autrement peu en relation et à faire rayonner les savoirs de façon à contribuer à l'émulation collective, eu égard aux nombreuses problématiques sociales au cœur des projets. Nous vous invitons à lire les synthèses des domaines pour en connaître davantage sur les projets et leurs retombées.



L'année 2022-2023 s'est terminée avec le départ à la retraite de Marcel Simoneau, directeur du SAC. En poste au SAC depuis 2015, Marcel a beaucoup œuvré au maintien de l'équipe et à l'intégrité de la mission du Service. Toute l'équipe le remercie pour sa loyauté et sa capacité à miser sur l'intelligence collective de son service. Nous lui souhaitons une belle retraite !

Perspectives pour 2023-2024

L'année à venir sera marquée par la transition avec une nouvelle direction. Le vice-recteur à la recherche, à la création et à la diffusion, Christian Agbobli, assurera l'intérim jusqu'à l'entrée en fonction de la direction prévue à l'automne 2023.

En termes de programmation 2023-2024 et en continuité avec son plan stratégique 2018-2023, l'équipe planchera sur quatre actions phares qui s'inscrivent tant dans les orientations déjà définies dans le précédent plan stratégique que dans des consultations avec le CSAC. Cette programmation a été déposée au CSAC du 1er mai 2023 :

- Mise en place d'un poste dédié à la diffusion, au transfert et à l'appropriation des connaissances issues des projets partenariaux
- Refonte du site Internet du SAC, incluant l'ajout d'une section pour le Volet étudiant
- Mise sur pied d'un concours pilote visant des projets de formation (pour faire suite à l'abolition du programme du Fonds des Services aux collectivités du MES- ministère de l'Enseignement supérieur)
- Pérennisation du Volet étudiant par la consolidation de son financement, incluant une participation financière de l'UQAM

Finalement, si l'équipe a connu une certaine stabilité de son personnel grâce à de nouveaux appuis financiers, la consolidation de l'équipe demeure une préoccupation centrale. Nous espérons que l'année qui vient saura réaffirmer l'importance de se doter des ressources humaines nécessaires pour mettre en œuvre les nombreuses opportunités de partenariats demandées par les milieux et poursuivre un développement qui soit stratégique et fructueux pour notre institution.

Regard sur des projets accompagnés

Domaine communautaire

Nous sommes heureuses de vous présenter une brève synthèse des activités qui ont occupé le domaine communautaire entre le 1er mai 2022 et le 30 avril 2023, suivi d'un aperçu des perspectives pour l'année qui vient. Le domaine communautaire a la particularité de répondre à des besoins d'un milieu particulièrement diversifié. Les problématiques abordées touchent donc des champs d'action très variés (environnement, santé mentale, culture, lutte à la pauvreté et à l'exclusion, droits humains, etc.). Chacun des projets est donc essentiel et il est toujours déchirant dans l'exercice du bilan de devoir choisir lesquels seront mis en lumière. Nous vous invitons par conséquent à prendre connaissance de l'ensemble des projets dans le tableau descriptif disponible sur le site Internet du SAC.

Quelques chiffres

Bien que trois agentes étaient en service au domaine communautaire cette année, la prise en charge d'importants mandats pour l'ensemble du Service a limité l'amorce de nouveaux projets. Ce sont tout de même **37** projets qui ont été accompagnés, dont plusieurs d'envergure. Parmi ceux-ci, 11 se sont terminés au courant de l'année. On dénombre ainsi 20 projets de recherche, 13 projets de formation, 2 projets ou activités de diffusion et 2 expertises. Tous ces projets ont été réalisés grâce au travail et à l'engagement soutenu de 52 groupes, 25 étudiant·es et 43 professeur·es.

Des faits saillants

Autour des fondements du mouvement communautaire

Depuis quelques années, nous sommes au cœur de démarches de recherche et de formation qui ont pour point commun de soutenir les réflexions sur des enjeux transversaux jugés fondamentaux pour l'ensemble du milieu communautaire. En effet, si le caractère essentiel du travail des groupes communautaires semble recevoir une certaine reconnaissance (pensons au récent renouvellement du Plan gouvernemental en matière d'action communautaire [PAGAC]), les pressions sur les missions, les modes d'action et d'organisation, sont légion. À cela s'ajoute le départ à la retraite des pionnières et pionniers qui n'est pas sans effet sur la préservation de la mémoire et le nécessaire transfert intergénérationnel. Ces problématiques touchent à la fois la nature profonde de ce que sont et souhaitent être les groupes d'action communautaire et d'éducation populaire et, incidemment, les différents rapports qu'ils entretiennent avec des acteurs qu'ils soient étatiques ou privés.

Se terminait cette année le projet de recherche et de formation de longue haleine ***Les pratiques d'action communautaire et l'autonomie des usager.e.s. Orientations, appropriation réflexive et pérennisation.***

Porté par le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) et le professeur Michel Parazelli, ce projet a culminé par la mise en place d'un [site internet](#) qui foisonne d'informations et outils qui seront à même de soutenir les différentes personnes impliquées dans les organismes communautaires dans leurs réflexions concernant l'autonomie offerte aux personnes qui sollicitent leur soutien.

Les milieux de l'action communautaire et d'éducation populaire ont subi plusieurs transformations au courant des dernières années. Comment préserver les fondements et le sens du travail collectif? Comment développer des postures qui soient ancrées dans la riche histoire des milieux communautaires tout en s'ajustant aux différents défis contemporains? Les projets de formation et de recherche: « **Mise en lumière et réappropriation des potentialités de transformation sociale de l'éducation populaire autonome (EPA): un projet de transfert de connaissances à la confluence des perspectives historique, critique et contemporaine** » portés par le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec et la professeure Audrey Dahl souhaitent quant à eux, croiser à la fois une perspective historique, une approche critique de l'oppression et une vision projective portée par une nouvelle relève, afin de réfléchir aux principes sous-tendant l'EPA et permettre autant la pérennisation des pratiques que leur actualisation. Il sera également intéressant de voir les croisements possibles avec le projet « **Paulo Freire au Québec : christianisme social, éducation populaire et action communautaire** ». Porté par le Centre Justice et foi et la professeure Catherine Foisy, ce projet souhaite retracer, à travers la trajectoire du Collectif québécois de conscientisation, l'accueil de la pensée de Freire au Québec et mieux comprendre les articulations historiques entre christianisme social, éducation populaire, action sociocommunautaire, approches critiques des problèmes sociaux et transformations sociales au Québec.

Les rapports à l'État structurent depuis toujours l'existence et l'identité des groupes communautaires. Cette relation faite de tensions est intrinsèquement liée aux questions du respect de l'autonomie des groupes et de la reconnaissance de leur spécificité. Dans cette optique, un important **Forum de réflexion et de discussion** a fait suite à la recherche **Mise à jour du portrait des pratiques d'évaluation dans les organismes communautaires** réalisée par les professeures Sonia Tello-Rozas et Maude Léonard, le RQ-ACA, Relais-femmes et le Centre de formation populaire. Avec plus de 150 participant·es, le forum a permis l'instauration d'un dialogue riche et fécond entre des actrices et acteurs de l'écosystème de l'évaluation (groupes communautaires, bailleurs de fonds publics et privés, ressources professionnelles en évaluation). De ces échanges ont émergé des pistes d'action concrète laissant entrevoir une meilleure reconnaissance des particularités, valeurs et principes de l'évaluation propre au milieu communautaire ainsi que des pistes pour des rapports améliorés entre les différents acteur·trices.

Dans la même veine, après plus de 10 ans de réflexion et de travail pour évaluer l'indexation annuelle des subventions à la mission globale du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) a fait appel au SAC pour **créer un outil d'indexation des subventions adapté aux coûts de fonctionnement des organismes communautaires du domaine de la santé et des services sociaux**. À l'aide de l'engagement de deux professeur·es en comptabilité, Denis Gendron et Rachel Papirakis, ainsi que de quatre étudiant·es, l'équipe a pu développer une méthode d'indexation qui permettra à la TRPOCB de poursuivre ses revendications pour un meilleur financement.

Enjeux autochtones et décolonisation

Alors que les injonctions à intégrer des perspectives autochtones se multiplient, nous tentons au domaine communautaire d'éviter de contribuer à la surenchère de projets et d'ajouter à la sursollicitation déjà en cours. Dans un esprit de décolonisation et d'autodétermination des agendas de recherche et de formations des communautés et organisations autochtones, nous demeurons entièrement disponibles aux demandes portées par ces dernières, mais évitons toute sollicitation afin de permettre le développement de partenariats authentiques et pérennes.

Ainsi, à l'été 2022, s'est tenue la 3^e édition de l'école d'été créditée « **La gouvernance autochtone au féminin** » permettant de réunir des femmes autochtones de différentes nations, rassemblées pour réfléchir collectivement aux défis rencontrés, ainsi qu'aux différents leviers disponibles pour prendre part aux décisions les concernant au sein de leur communauté et au-delà. Des pourparlers sont en cours afin de préparer une prochaine édition. Dans le même ordre d'idées, fortes de nombreuses années de collaborations entre le Wapikoni, le SAC et l'École des médias, nous sommes également en préparation de la première école d'été créditée pour les personnes autochtones souhaitant se professionnaliser en postproduction cinématographique. Nous espérons que cette nouvelle école d'été créditée, puissant outil en matière de persévérance scolaire, verra le jour à l'été 2024.

L'effet levier des projets au SAC : des retombées autant sociales qu'académiques!

La mission du SAC et son mode d'action contribuent souvent à faire des projets accompagnés de véritables leviers pour la mise en œuvre de projets ou phases de plus grande ampleur bénéfiques autant pour les milieux communautaires, académiques que la société en général. Ainsi, le projet sur les pratiques d'évaluation dans les organismes communautaires a mené au développement de deux recherches d'envergure. La professeure Sonia Tello-Rozas et certains des partenaires communautaires du projet se sont adjoint de nouveaux partenaires et chercheur·es, afin de pousser plus loin la réflexion. Toujours sous l'égide du SAC, une recherche visant à revoir la manière de saisir la contribution des organismes communautaires, notamment du point de vue des personnes desservies et à partir des transformations collectives auxquelles les organismes contribuent. Le projet ***Appréhender les retombées sociales des organismes communautaires travaillant dans le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Une analyse sous l'angle de la justice sociale et épistémique***, a ainsi obtenu une subvention Action concertée du Fonds de recherche du Québec-Société et culture (FRQSC) pour une période de trois ans. Également, une recherche ancrée dans le même processus partenarial qui portera cette fois sur **les enjeux de la vie associative et démocratique dans les organismes communautaires** est en cours d'élaboration. Ce projet du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), de l'Observatoire de l'ACA, du Centre de formation populaire (CFP), de Relais-femmes et des professeur·es Annie Camus (ESG) et Louis Gaudreault (École de travail social) souhaite contribuer à une meilleure compréhension de la manière dont se conçoit et se met en œuvre aujourd'hui la mission historique des organismes communautaires.

Par ailleurs, le projet de formation **Transition sociale et écologique par les milieux de vie: de la coconstruction au transfert vers les collectivités**, a mené à la publication d'un [Récit collectif de la transition sociale et écologique](#) ainsi que d'un [Guide pratique de coconstruction d'un récit \(...\)](#) qui permettront d'outiller des acteur·trices d'autres quartiers montréalais dans leurs démarches de transition, et

leur permettre de se les approprier et même d'en créer de nouveaux. Ainsi, la CDC Centre-Sud a conçu un [jeu de cartes](#) à partir du Récit comme outil d'animation auprès des citoyen·nes, tandis que la Table de concertation du Faubourg St-Laurent a réalisé un [atelier artistique citoyen](#) afin d'amener toutes les parties prenantes locales à s'approprier la transition. Ces démarches sont en voie d'être documentées et viendront enrichir la Communauté des Possibles de Solon.

Le projet **Entraves à la liberté d'expression: les règlements municipaux sous la loupe** s'est clôturé par une tournée de formations dans cinq régions au Québec. La Ligue des droits et libertés (LDL) a ensuite lancé une [campagne de lettres](#) à près de 1 000 municipalités, en collaboration avec plusieurs tables régionales membres du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec ([MEPACQ](#)). En réponse à cette campagne, la [Ville de Terrebonne a abrogé un règlement qui interdit de manifester sur la voie publique sans autorisation](#). Enfin, le [site web sur le droit de manifester](#) a permis de rejoindre 8 900 visiteur·euses.

Comme mentionné en introduction, il s'agit ici d'exemples triés sur le volet pour illustrer le potentiel transformateur du travail partenarial et de croisement des savoirs favorisés par l'approche du Service. Si les retombées sociales des projets ne sont plus à démontrer, il importe de rappeler que ce sont tous les partenaires, incluant les chercheuses et chercheurs, qui gagnent à s'investir dans ce type de projet puisque des programmations de recherche complètes sont ainsi développées et des financements d'envergure obtenus, contribuant à faire de notre institution un leader en matière de recherche sociale.

Conclusion et perspectives

L'ancrage des agentes de développement dans les milieux communautaires et populaires demeure un élément fondamental au travail du SAC. Cet ancrage permet d'être à l'écoute des besoins et problématiques émergentes et d'améliorer l'accessibilité du Service. Soulignons notre présence à la journée d'échange et de réflexion sur les pratiques AVEC, du Collectif pour un Québec sans Pauvreté et ATD Quart-Monde en mai 2023. Ce fut l'occasion de réfléchir à nos angles morts et à la nécessité de rejoindre des groupes davantage marginalisés, dans une optique de justice épistémique. Nous poursuivrons la réflexion en ce sens et remercions le Collectif pour sa contribution énorme à ces questions essentielles.

À un niveau plus organisationnel, nous constatons encore cette année un fort roulement de personnel dans les organismes. Cette situation rend notre rôle d'intermédiaires particulièrement utile, puisque cela implique davantage de rencontres pour rappeler l'historique du projet, les objectifs et attentes établis, les rôles de chacun·e, la renégociation avec les bailleurs de fonds, etc. Bref, il s'agit d'un travail invisible, mais essentiel à ces démarches partenariales.

Domaine femmes et rapports de sexe (Protocole UQAM/Relais-femmes)

Quelques chiffres

Ce bilan présente un bref portrait des projets en développement, démarrés ou terminés en 2022-2023, cette année ayant été marquée par une activité intense. **30** projets et activités d'ampleurs différentes figurent au bilan, dont 5 étaient à une étape de développement au 30 avril 2023. On compte 23 projets de recherche, 3 projets de formation/accompagnement, 3 activités de diffusion/transfert des connaissances et 1 consultation/expertise, auxquels s'ajoutent diverses représentations. Ont participé à ces projets 54 personnes professeures, chargées de cours et chercheuses (32 de l'UQAM), 36 groupes et 45 étudiant·es (dont 40 de l'UQAM, la plupart en études féministes). Quelques personnes ont été impliquées dans plus d'un projet et la majorité d'entre elles sont membres de l'IREF.

Des faits saillants

40 ans de recherche partenariale en contexte féministe

La visibilisation de la recherche partenariale en mode féministe se poursuit. Outre les désormais traditionnelles présentations dans des groupes-cours en études féministes (3 cette année), un programme de mise en valeur de la recherche partenariale, initié par l'IREF en collaboration avec le SAC, a permis à des équipes université/collectivités de présenter le fruit de leurs travaux dans 4 groupes-cours additionnels. La programmation triennale du **Chantier sur la recherche partenariale et la coconstruction des connaissances du Réseau québécois en études féministes (RéQEF)**, coordonné par Lyne Kurtzman (professeure associée à l'IREF), Relais-femmes (Julie Raby) et Eve-Marie Lampron (SAC) se poursuit. En 2022-2023, elle a notamment donné lieu à la publication d'une [synthèse sur la co-analyse des données de recherche](#). Les approches du SAC et du Protocole ont également été présentées dans 4 congrès scientifiques, 2 balados et 3 articles ou chapitres d'ouvrages, dont la parution se concrétisera en 2023-2024. Le Protocole a aussi collaboré avec l'IREF, Relais-femmes, le Volet étudiant du SAC et le Chantier afin de déployer, au sein de la nouvelle plateforme [BiblioFEM*](#) de l'IREF, un répertoire d'outils en matière de recherche partenariale. De plus, tous les rapports partenariaux SAC/Protocole disponibles en ligne ont déjà été intégrés par BiblioFEM*, afin d'en favoriser la visibilité et l'appropriation par les communautés de recherche, d'enseignement et d'action féministes.

Le 40e anniversaire du Protocole UQAM/Relais-femmes a fait l'objet d'événements d'envergure : [lancement](#) le 29 septembre (devant 180 personnes) de l'exposition **Côté recherche, côté pratique : 40 ans d'alliances féministes au Protocole UQAM/Relais-femmes**, présumée visitée à 950 reprises à l'Écomusée du fier monde sur une période de 3 semaines. L'exposition a ensuite migré aux Bibliothèques de l'UQAM en mars et avril 2023, maximisant ainsi sa visibilité auprès d'un public connexe (200 visites estimées). Ultime étape des célébrations du 40e : la parution à l'automne 2023 d'un *Cahier de l'IREF* consacré au Protocole et le lancement d'un balado produit à cette occasion[2].

[2] Le Réseau québécois en études féministes (RéQEF), le Secrétariat à la condition féminine, la FTQ, la CSQ, la FNEEQ/CSN, l'IREF, Relais-femmes et le SAC sont chaleureusement remerciés pour leur soutien financier.

Une année marquée par la diffusion

Si la période 2021-2022 a été marquée par le développement, la présente l'est par la fin de plusieurs projets, dont certains avaient été amorcés il y a plusieurs années : pas moins de 12 projets ont trouvé leur conclusion en 2022-2023. Plusieurs ont expérimenté des modalités de diffusion créatives, notamment via le [balado](#), le [slam](#), la [vulgarisation scientifique](#), les [capsules vidéo](#) ou le [microsite web](#). De plus, quatre événements ont réuni (en présentiel ou en virtuel) plus d'une centaine de personnes intéressées à s'approprier les résultats des travaux. Finalement, les retombées médiatiques des projets, pour une autre année consécutive, se poursuivent : outre l'exceptionnelle couverture de la phase quantitative des travaux sur le harcèlement de rue à Montréal, le rapport, « [Ça accélère tout](#) » : [Enquête sur le rôle des réseaux sociaux numériques et des technologies dans l'expérience prostitutionnelle des mineures](#), a fait la une du [Devoir](#), l'objet d'un [éditorial](#) dans le même quotidien, en plus d'être présenté sur différentes tribunes radiophoniques, dont [Moteur de recherche](#).

Des effets structurants à courts, moyens et longs termes

Les retombées des projets sont à géométrie variable : dans certains cas, ils peuvent contribuer à relancer des mobilisations locales, comme c'est le cas pour le Comité Leclerc, redynamisé suite à la parution du rapport « [Si t'es féministe, c'est pour tout le monde... même en prison](#) ». Aussi, la journée d'études interdisciplinaire et intersectorielle sur la **Violence conjugale et les traumatismes crâniocérébraux (TCC)**, ayant réuni 60 personnes à l'UQAM et en ligne, a d'ores et déjà donné lieu à des mélanges et collaborations inédites (ex : ententes de collaboration entre l'Alliance MH2 et l'Hôpital général de Montréal à des fins de détection et de suivi des victimes de violence conjugale atteintes d'un TCC), le tout en présence du Secrétariat à la condition féminine, du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), de l'Indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC), de représentant·es du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), de chercheur·es universitaires et institutionnels, ainsi que d'intervenantes.

De plus, la parution à l'automne du [rapport de recherche sur le harcèlement de rue à Montréal](#) a donné lieu des positionnements et stratégies d'action de la Ville de Montréal. En effet, cette étude a contribué à inscrire la problématique du harcèlement de rue dans le Plan d'action du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville, qui a récemment co-orchestré une importante [campagne de sensibilisation](#) sur le sujet. Impact à encore plus long terme : l'enquête nourrit l'implantation de stratégies de recherche et d'analyses ADS+ à la Ville de Montréal, de concert avec le travail de formation structurant mené par Relais-femmes avec la Ville sur une longue période. Finalement, certains projets se caractérisent par leurs impacts législatifs à long terme, qu'il s'agisse des [recommandations](#) de l'équipe **Justice pour les femmes victimes de violence (2016-2022)** dont plusieurs sont déjà en chantier, des [retombées pérennes et renouvelées](#) de l'enquête d'ESSIMU ou du projet [La reconnaissance d'une obligation explicite de l'employeur en matière de violence conjugale au Québec](#), qui a clos ses activités cette année, après avoir apporté sa pierre à l'édifice de la lutte à la violence conjugale en milieu de travail. À l'issue du projet et des collaborations développées, le Québec est passé de province la plus en retard sur cette problématique, à celle où les mesures sont implantées de la façon la plus prometteuse.

Impacts des projets sur les personnes chargées de cours et étudiantes

Si l'impact des projets partenariaux sur les collectivités et la carrière de professeures a été abordé dans la section précédente, celui sur le cheminement des personnes chargées de cours a été particulièrement saillant cette année : obtention de postes de professeure menant à la permanence pour certaines, poursuite d'activités de recherche pour d'autres. Quant aux étudiantes en formation, plusieurs se sont particulièrement illustrées cette année en tant que premières autrices de rapports de recherche, ainsi que de communications de colloques et d'articles scientifiques découlant des travaux partenariaux.

Des thématiques récurrentes

Des violences plurielles

Depuis près d'une décennie, l'enjeu large des violences subies à l'aune du genre (conjugale, sexuelle, exploitation sexuelle, etc.) occupe une place non négligeable parmi les projets accompagnés. Plusieurs se sont terminés cette année : on pense notamment aux travaux sur le [harcèlement de rue à Montréal](#), ainsi qu'à ceux portés par l'équipe [Justice pour les femmes victimes de violence \(2016-2022\)](#). Soulignons que trois projets du Protocole sont référencés dans la [Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 : Contre la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance](#).

Santé

En 2022-2023, cinq projets s'inscrivent dans cette thématique, qu'il s'agisse de santé physique et mentale, sexuelle et reproductive, que ces travaux soient à portée régionale ([Santé et bien-être des femmes en Montérégie](#)) ou ciblent plus particulièrement les barrières d'accès vécues par certains groupes. On pense notamment aux personnes en situation de handicap et/ou membres de la communauté LGBTQ+ ([S'attaquer aux injustices reproductives](#)) ou encore aux femmes immigrantes ([Contraception et immigration au Québec](#)). Deux projets ciblent les enjeux structurels et systémiques auxquels font face les femmes noires ([Santé sexuelle et reproductive des femmes noires : leurs expériences dans le système de santé québécois](#) ; [La racialisation d'une maladie : femmes noires et cancer du sein au Québec](#)).

Travail, sécurité et conditions socio-économiques

Cette thématique est transversale à de nombreux travaux, qu'ils portent sur la violence conjugale (autonomisation socioprofessionnelle, sous l'angle du développement de carrière ou des barrières systémiques auxquelles font face les femmes monoparentales), les [Parcours et projets des femmes en STIM](#) (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) ou sur le développement inclusif par le genre dans les milieux éducatif, économique et d'enseignement supérieur (projet porté par l'Observatoire francophone pour le développement inclusif par le genre).

Des oppressions imbriquées

Le Protocole priorise depuis plusieurs années des groupes plus éloignés de ses activités, par le développement de projets sur, par, pour et avec des femmes à la croisée des oppressions. L'année 2022-2023 a été l'occasion de répondre aux besoins de certains d'entre eux ; on pense notamment au Centre des femmes Afghanes de Montréal, soutenu dans la réalisation d'une conférence à l'UQAM dans le cadre de la

Journée internationale des droits des femmes 2023. Pour une troisième année consécutive, l'intégration des analyses intersectionnelles et méthodologies ADS+ a été assurée dans la quasi-totalité des nouveaux projets. Finalement, des recherches portant sur l'intégration de l'intersectionnalité dans les groupes de femmes au Québec (***Les pratiques et interventions intersectionnelles : carte et territoires*** et ***L'intervention féministe intersectionnelle au Centre des femmes de Laval (CFL)***) ont trouvé leur conclusion. Plusieurs projets portent également sur des groupes à la croisée des oppressions, telles les communautés 2SLGBTQIA+, au sein du projet partenarial SAVIE-LGBTQ et maintenant, au sein de la nouvelle ***Clinix - clinique juridique de justice sociale axée sur les questions de genres et de sexualités***. Clinix se caractérise par ses approches intersectionnelles et accueille des mandats de groupes, réalisés de concert avec des personnes étudiantes et dans une perspective de coconstruction. À noter que trois équipes sont actuellement composées en quasi-totalité (hormis l'agente de développement) de femmes s'identifiant comme racisées ; synergie porteuse de partages et de réflexions visant à contrer l'injustice épistémique, ainsi qu'à consolider une posture d'alliée.

Usages des technologies numériques

L'utilisation des technologies numériques tant par des victimes de violence sexuelle (nouveau projet en développement : *Du soutien par téléphone au soutien par clavardage...*) que par les milieux d'intervention (***Parlons du numérique en temps de pandémie de Covid-19 !***) est particulièrement saillante comme thématique cette année, dans un contexte où les effets de la COVID sur le redéploiement des pratiques de soutien se fait toujours sentir.

Des mouvements féministes à documenter et à soutenir

Qu'il s'agisse de la Fédération des femmes du Québec (***Déploiement des rôles politiques de la FFQ***), du Groupe des 13 (projet en développement : ***Le G13 comme acteur des mouvements féministes au Québec***) ou des organisations féministes de manière plus générale (activité en développement : ***Changements dans les organisations féministes***), les mouvements féministes au Québec semblent à une croisée des chemins ; d'où le besoin, aussi nommé par le Comité-conjoint du Protocole, de documenter leurs histoires et les enjeux rencontrés, le tout afin de mieux préparer l'avenir. Le croisement des expériences et savoirs des universitaires et des groupes, à cet égard, permet de poser un regard global et structurant.

Conclusion et perspectives

Cette première année avec une seule agente de développement à la barre des activités du Protocole se solde par un nombre important de projets, rythme insoutenable et exceptionnel - s'expliquant notamment par un contexte de transition[3] - qui témoigne de l'ampleur des demandes reçues. Notons également que dans la foulée d'un regard macro posé sur les 40 dernières années à l'occasion des célébrations, le Comité-conjoint s'est doté d'une programmation appelant à décoloniser les habitus de recherche, les pratiques de diffusion (de concert avec l'OFDIG, l'IREF, le RéQEF, Relais-femmes, le CDEACF et les autres domaines du SAC), à poursuivre la priorisation des groupes plus éloignés des activités du Protocole (par, pour et avec) dans le développement de nouveaux projets en réponse à leurs besoins. Le tout s'orchestrera avec l'exceptionnel concours d'un Comité-conjoint solidement en selle, caractérisé par son dynamisme et sa fine connaissance des enjeux, en réponse aux immenses besoins portés par les groupes féministes du Québec.

Domaine syndical (Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ)

Alors que l'année 2021-2022 a été fortement marquée par le démarrage et le développement de nouveaux projets porteurs, l'année 2022-2023 s'est déroulée dans la poursuite et l'opérationnalisation des projets en cours et amorcés. Cette période s'est également démarquée par la création d'activités et d'outils de diffusion et de transfert des connaissances pertinents pour les milieux impliqués et adaptés à leurs réalités propres.

Un premier portrait chiffré

En 2022-2023, dans le cadre du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ, 15 projets ont été accompagnés, dont 12 projets de recherche, 1 projet de diffusion et transfert et 2 projets de recherche-action-formation. Parmi l'ensemble de ces activités, on compte 6 projets impliquant au moins deux des trois centrales syndicales (CSN, CSQ, FTQ) et 9 projets auxquels ont participé l'une ou l'autre des trois centrales.

15 organisations partenaires (syndicats et groupes), 22 professeur·es (dont trois nouvelles collaborations avec le SAC) et 19 étudiant·es se sont mobilisé·es dans le cadre de ces projets.

Des activités et outils de diffusion multiples et diversifiés

La période 2022-2023 a été traversée par le développement d'une diversité de modalités de diffusion, adaptées aux besoins des différents milieux désireux de s'approprier les résultats des projets.

D'abord, les travaux du domaine syndical ont donné lieu à des formes classiques de diffusion : rapports de recherche, communications réalisées dans le cadre de colloques, présentations tenues au sein des centrales, de leurs syndicats affiliés et auprès de leurs membres. Une multiplicité d'outils a vu le jour; faisant foi de la créativité des équipes partenariales impliquées dans les projets et de leur désir de rendre attrayants et accessibles les travaux du domaine syndical. Parmi ceux-ci, une capsule vidéo réalisée dans le cadre du projet **Équité, diversité et inclusion en milieu de travail** vise à vulgariser les objectifs et perspectives déployés par le projet, à l'interne de la centrale partenaire. Deux tableaux interactifs présentant la jurisprudence et la doctrine sur les enjeux du télétravail ont été créés comme outils de négociation des conventions collectives (mise en ligne prévue en juin 2023) dans le cadre du Comité télétravail du Comité-conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ. Le projet **Évaluation de l'ampleur du phénomène du cyberharcèlement dans le milieu de l'information : types, impacts et actions entreprises** a mené à l'élaboration d'une formation sur le cyberharcèlement destinée à la relève en journalisme, ainsi qu'à la création d'un arbre décisionnel pour permettre l'autodiagnostic du cyberharcèlement vécu chez les travailleureuses du milieu de la culture et des communications. L'arbre décisionnel sera d'ailleurs transformé en microsite Internet d'ici l'été 2023. Le projet en question a également gagné en visibilité en remportant le prix provincial 2022 [Ensemble contre l'intimidation](#).

De plus, la tenue des webinaires [Les services de garde scolaires que nous voulons](#) et [Transition vers une nouvelle normalité du télétravail : quelles implications pour les employé.es, les employeurs et les syndicats](#), visant à diffuser les résultats de deux projets, ont permis de rejoindre plus de 450 participant·es issu·es à la fois des milieux syndicaux et universitaires. Le panel de conférences intercentrales [L'inflation : quelles](#)

causes, quels enjeux et quelles mesures ? - issu de réflexions du Comité-conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ - s'est aussi vu couronné de succès, tant par la richesse et la diversité des perspectives portées par les conférencier·ères que par l'engouement qu'il a suscité.

Thématiques des projets accompagnés au domaine syndical

Conditions de travail et main-d'œuvre

Cette thématique est particulièrement saillante au sein des projets menés au domaine syndical au cours de l'année 2022-2023. Deux projets se sont spécifiquement attardés au milieu des services de garde scolaires. Notons d'abord le projet **Recension des écrits sur les enjeux de la qualité dans les services de garde en milieu scolaire (SGMS)**, réalisé en collaboration avec la CSN, la CSQ, la FTQ et la professeure Nathalie Bigras, qui s'est clos au printemps 2022, par la production d'un rapport de recherche et par l'organisation d'un Webinaire. S'ajoute le projet **Planification d'horaires de travail atypiques et implication des travailleurs : un dispositif qui favorise l'équité, la santé et la sécurité du travail ?**, via son volet Services de garde en milieu scolaire (SDGS). Portée par Mélanie Lefrançois, la CSN (FEESP-CSN) la FTQ (SCFP-FTQ, SEPB-FTQ), et avec la collaboration de la professeure Karen Messing, cette étude poursuit l'objectif de mieux comprendre les pratiques entourant la planification et la gestion d'horaires atypiques pour les travailleur·euses de ce milieu. L'année 2022-2023 s'est terminée par une série de présentations au sein des instances des syndicats partenaires du projet et par l'enregistrement d'un balado abordant sous un format conversationnel les résultats du projet. Un second volet, lequel porte sur la question de la planification des horaires de travail atypiques au sein des centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD), a vu le jour en cours d'année, avec la collaboration de la FSSS-CSN, du SQEES-FTQ et du SCFP-FTQ.

Alors que le secteur de la petite enfance est confronté à un manque criant d'intervenant·es, le projet **La fidélisation et l'attraction des nouvelles recrues en petite enfance** vise à mieux comprendre et répondre à cette préoccupation. Après la réalisation d'une première phase qualitative, l'équipe partenariale composée de la FIPEQ, de la CSQ et des professeures Kathleen Bentein et Nathalie Bigras a débuté une seconde phase afin d'explorer de manière quantitative les facteurs d'attraction et de rétention des nouvelles personnes recrutées ainsi que l'expérience de travail lors des premiers mois d'embauche.

Une sous-thématique relative au télétravail se distingue : trois projets s'y attardent. D'un côté, le projet **Le travail d'enseignement collégial et universitaire transformé par la pandémie : quelles ressources, quels besoins?**, mené par la FP-CSN, la FNEEQ et les professeures Mélanie Lefrançois et Mélanie Trottier, s'intéresse à l'impact de l'enseignement en mode non présentiel sur le personnel enseignant postsecondaire. En 2022-2023, l'équipe partenariale termine la phase qualitative de l'étude et mène la phase quantitative. À terme, le projet souhaite identifier et comprendre les enjeux tant individuels qu'organisationnels liés à l'enseignement collégial et universitaire sous ses diverses formes (présentiel, non présentiel ou hybride), et à identifier les conditions nécessaires à la santé physique et mentale du personnel enseignant. Les travaux du **Comité télétravail du Comité-conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ** ont, quant à eux, donné lieu à la réalisation d'une recension de la littérature grise sur les discours des employeurs quant au télétravail et à une revue de la littérature scientifique sur les conditions d'opérationnalisation du télétravail favorisant la santé psychologique, physique et la conciliation travail-famille-vie personnelle. De plus, ces travaux ont

mené à la réalisation d'un portrait de l'état du droit sur le télétravail, à travers une recherche et une analyse de la jurisprudence et de la doctrine en la matière. Ce projet en deux volets a pu s'appuyer sur la collaboration et les expertises de la CSN, de la CSQ, de FTQ et des professeur·es Stéphanie Bernstein et Yanick Provost-Savard. En cours d'année, le projet ***La surveillance électronique des employés au Québec : caractéristiques, perceptions et effets sur les travailleurs et travailleuses*** s'amorce à la suite des travaux du Comité télétravail, et avec l'arrivée des professeur·es Ariane Ollier-Malaterre et Xavier Parent-Rochelleau. Ce nouveau projet porte sur le phénomène de la surveillance électronique au travail dans les milieux syndiqués – en situation de télétravail, mais pas uniquement. Il s'attarde à la fois aux perceptions des travailleurs et travailleuses quant aux technologies utilisées et aux impacts de la surveillance sur les conditions de travail, sur le lien à l'employeur et sur la santé.

Équité, diversité et inclusion

En 2022-2023, deux projets s'inscrivent dans cette thématique. D'abord, le projet ***La participation active et la prise de parole des femmes dans les instances syndicales*** implique la CSN, la CSQ et la professeure Nancy Aumais, qui ont obtenu une subvention d'engagement partenarial CRSH en cours d'année. L'équipe souhaite documenter les enjeux quant à la participation et à la prise de parole active des femmes au sein des instances syndicales, puis développer des pratiques porteuses dans le contexte syndical québécois pour répondre aux besoins des femmes et soutenir leur participation active, en tenant compte de la croisée des oppressions. Le projet ***Repenser la diversité ethnoculturelle au sein du personnel salarié de la CSN***, amorcé en 2021-2022, a pour sa part l'objectif de permettre au comité paritaire de la main-d'œuvre (CPMO) de la CSN de repenser la diversité dans l'élaboration des pratiques de dotation en vue de l'attraction et de la rétention de salariés. Les partenaires du projet – la CSN, le Syndicat des travailleuses et travailleurs de la CSN (STTCSN) et la professeure Blandine Emilien – souhaitent également bâtir un bassin de données et d'outils pour favoriser le respect de la diversité dans les pratiques de gestion des ressources humaines (GRH) à moyen et long terme.

Santé psychologique

Plusieurs projets du domaine syndical ont abordé en filigrane la santé psychologique des travailleurs et travailleuses. Trois d'entre eux l'ont fait plus directement. Alors que les travailleur·euses de l'information, notamment ceux et celles intervenant dans la sphère publique, sont de plus en plus confronté·es à toutes sortes d'attaques, le projet ***Évaluation de l'ampleur du phénomène du cyberharcèlement dans le milieu de l'information : types, impacts et actions entreprises***, en partenariat avec la FNCC-CSN et le professeur Stéphane Villeneuve, a permis d'identifier les formes de cyberharcèlement vécues par les travailleur·euses de ce milieu et les conséquences psychologiques qu'elles ont engendrées. Dans l'optique de proposer des actions pour diminuer l'incidence de cette forme de violence, cette étude, dont le [rapport de recherche](#) est paru en 2022, a été complétée cette année par la création d'un outil d'autodiagnostic du cyberharcèlement pour les travailleur·euses du secteur de la culture et des médias et par une formation visant à sensibiliser la relève en journalisme. Forte de la réussite de ce premier projet, l'équipe partenariale en entame un second en 2022-2023, soit ***Cyberharcèlement dans le milieu de l'information : de la prévention à l'action***. Celui-ci vise à documenter les stratégies émergentes des patrons de presse en termes de prévention et de traitement des plaintes ainsi qu'à recueillir et analyser de manière continue les actes de cyberharcèlement posés à l'endroit des travailleur·euses de l'information via une plateforme en ligne.

Un troisième projet, également initié à la demande de la FNCC-CSN, porte quant à lui sur le **Harcèlement sexuel chez les travailleuses des secteurs de la culture, des communications et des médias**. Intégrant une dimension sociale et juridique, avec l'implication des professeures Myriam Dubé et Rachel Chagnon, l'étude vise à obtenir un portrait des problématiques rencontrées dans le processus de dénonciation (et aussi en amont) de situations de harcèlement psychologique et sexuel vécues par des travailleuses précaires. L'équipe partenariale amorce une collecte de données tripartite auprès de victimes, de témoins et de décideur·euses du milieu, afin d'identifier des pistes de revendication et d'action transformatrices pour une prise en charge de cette problématique par les milieux de travail et les systèmes de gouvernance.

Formation en milieu syndical

L'année 2022-2023 a été l'occasion de travailler à l'organisation, l'idéation, la structuration et la construction de deux recherches-action-formations. Depuis 2021-2022, l'AFPC travaille de pair avec les professeur·es Martin Chadoin, Élise Ledoux et Denys Denis (depuis 2022-2023), via le projet **Mobiliser dans et par le travail : atelier de codéveloppement**, à bâtir des ateliers de codéveloppement avec les travailleur·euses du milieu syndical des structures locales (sections) ou nationales. Cette formation en trois modules – où les participant·es coconstruisent avec les formateur·trices les connaissances discutées – a pour objectif de comprendre et modéliser le travail réel des délégué·es syndicaux, ainsi que d'identifier les leviers et obstacles qui se dressent devant eux et elles dans la réalisation quotidienne de leur travail, afin de les soutenir et les outiller dans le développement de pratiques de mobilisation syndicale. Un premier module de formation portant sur la charge de travail s'amorce en 2022-2023 et des préparatifs s'entament en vue du second module, portant sur l'accueil, l'intégration et le développement d'une appartenance syndicale chez les nouveaux et nouvelles employé·es. Parallèlement, l'équipe partenariale du projet **Encourager et soutenir la mobilisation des milieux de travail vers une transition juste au sein de la FTQ** – composée de la FTQ et des professeur·es Laurence Brière, Mélanie Laroche et Éric Pineault – se mobilise pour modéliser une démarche de recherche-intervention collaborative de grande envergure concernant la prise en compte de l'urgence climatique dans l'action syndicale et au sein des milieux de travail. Afin de se donner les moyens de ses ambitions, l'équipe rédige des demandes de subvention et met la table pour réaliser, en 2023-2024, une évaluation diagnostique des syndicats affiliés à la FTQ en ce qui concerne le rapport à l'urgence climatique des membres et les besoins de formation reliés à la mise en œuvre des politiques de la centrale syndicale en matière de transition juste. Sur la base de cette évaluation diagnostique, l'équipe saura développer, mettre en œuvre et évaluer une dynamique de formation accompagnante en matière de transition juste, axée sur l'éducation relative à l'environnement, la mobilisation syndicale et les relations de travail.

Histoire

Le projet **Le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain : 135 ans d'histoire**, porté par le CRFTQMM et le professeur Martin Petitclerc, se démarque par sa thématique historique. Le projet s'est terminé en septembre 2022, par le lancement d'un [rapport de recherche](#) illustrant l'histoire du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM) à l'occasion de son 135e anniversaire.

Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités

Depuis une quinzaine d'années, une fois par an, le SAC offre une bourse d'études CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités. Octroyée grâce à la contribution des partenaires syndicaux du Protocole, **cette bourse a cette année été bonifiée pour atteindre un montant de 3 000\$**. Destinée aux personnes étudiantes des cycles supérieurs de l'UQAM, elle vise à reconnaître et soutenir l'excellence et l'engagement d'un·e étudiant·e dans le cadre de son projet de maîtrise ou de doctorat dans le domaine du travail ou syndical.

À l'occasion du concours de l'automne 2022, cette bourse a été remise à Noémie Beauvais, étudiante à la maîtrise en droit du travail. Le projet de la lauréate s'intéresse à l'absence de protection en matière de harcèlement psychologique et sexuel au travail pour les personnes sans statut d'immigration, à travers une étude de cas de la mobilisation du comité des femmes de l'Association des travailleuses et travailleurs d'agences de placement pour l'élargissement du droit (direction : Rachel Cox, professeure au Département des sciences juridiques).

Perspectives

Des mouvements de personnel s'amorceront en automne 2023 puisque Marie Eve Rioux-Pelletier, l'agente attachée à temps plein à la coordination du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ, sera de retour en poste à la suite d'un congé parental. Dans la foulée du développement de nombreux nouveaux projets au cours des deux dernières années, 2023-2024 s'inscrira dans la continuation de ceux-ci et la poursuite de leur accompagnement.

Alors que l'année 2022-2023 s'est vue marquée par le renouvellement d'un nombre important de membres du Comité-conjoint du Protocole, l'année qui débute permettra de consolider une vision commune, forte de l'arrimage de considérations historiques et de nouvelles perspectives. Enfin, 2023-2024 sera également l'occasion de procéder au renouvellement de ce Protocole, dont l'actuelle version a été signée en 2017.

Volet étudiant

Fondé sur les besoins des groupes sociaux, le SAC a récemment élargi son champ d'action en se dotant d'un Volet étudiant. Ce projet a été lancé en 2020 et vise à développer des partenariats entre des groupes communautaires et des personnes étudiantes. En conformité avec les valeurs du SAC, ces dernières sont sensibilisées au travail en partenariat et sont accompagnées tout au long du projet par une agente de développement. Un Comité consultatif composé d'une étudiante, d'une professeure, de deux représentantes d'organismes et de l'agente responsable alimente les réflexions pour le meilleur déploiement du Volet étudiant.

Pour rappel, le Volet étudiant poursuit les trois objectifs prioritaires suivants :

- Répondre à des besoins ponctuels, définis comme urgents ou importants par les groupes qui interpellent le SAC pour accompagner leurs projets, dans une formule flexible et adaptée leur permettant de bénéficier de l'expertise des étudiant·es ;
- Permettre aux étudiant·es de développer une expérience personnelle et professionnelle dans des projets à impacts sociaux, tout en bénéficiant d'un accompagnement de qualité ;
- Renforcer l'ancrage de l'université auprès des groupes par sa mission de service aux collectivités (selon la Politique 41) et faire reconnaître le rôle central de l'engagement social dans la mission universitaire.

Des faits saillants

La dernière année a été marquée par la consolidation et le développement. En effet, en plus de la poursuite des mandats en collaboration avec les groupes, une formation sur mesure à l'intention des personnes étudiantes a été développée et a été animée pour une première fois au printemps 2023. Ces activités ont eu lieu grâce au **financement de 492 684 \$ octroyé par la Fondation Lucie et André Chagnon pour les années 2022-2025**. Au cours de l'année 2022-2023, **8 mandats** ont été réalisés impliquant **27 personnes étudiantes, 6 groupes partenaires et 2 professeures**. **Dix personnes étudiantes** ont participé à la formation. Voici les faits saillants de ces activités.

Mandats rémunérés

Au fil des années et de l'avancement du Volet étudiant, la pertinence des mandats rémunérés s'est confirmée. Ceux-ci permettent à des personnes étudiantes de tous les cycles et de toutes les disciplines de répondre à une diversité de besoins exprimés par des groupes. À titre d'exemple, en collaboration avec Parole d'excluEs, un étudiant à la maîtrise en travail social a effectué une **synthèse de la littérature et des expériences existantes sur la question de l'alimentation à Montréal-Nord**. Une étudiante à la maîtrise en études urbaines a effectué un **mandat d'archivage et de numérisation** à la Maison d'Haïti dans le cadre du projet « Mémoires vivantes : de la connaissance à la reconnaissance » qui retrace les 50 ans d'existence de l'organisme. Le Collectif La DAL a quant à lui profité de l'expertise d'une étudiante à la maîtrise en science politique qui a **développé des outils de communication** visant à faire connaître une épicerie autogérée nouvellement implantée dans Saint-Henri. La Fédération des maisons d'hébergement pour femmes du Québec (FMHF) a, pour sa part, collaboré avec une étudiante en science politique afin de réaliser un **état des lieux des conditions de travail de ses maisons membres**. Enfin, à la suite d'une

fermeture prolongée provoquée par la pandémie de Covid-19, l'Association des parents et des handicapés de la Rive-Sud (APHRSM) a bénéficié de cent heures de travail de la part d'une étudiante au baccalauréat en relations internationales et droit international. Celle-ci avait pour mandat **d'analyser les besoins des membres et de produire un rapport à ce sujet**. Ces collaborations ont notamment permis de rejoindre des organismes qui ont difficilement accès à ce type de soutien – incluant des groupes n'ayant jamais auparavant collaboré avec le SAC – et qui ont reconnu l'importance de cette contribution étudiante pour leur groupe. Comme en témoigne l'un d'entre eux :

Je suis agréablement surprise par le rendu du rapport effectué par l'étudiante... Le mandat permet de voir les priorités. Ce que l'organisme, qui est collé, n'a pas nécessairement comme regard. C'est plus utile que si comme organisme on avait fait ce travail nous-mêmes. (représentante d'organisme, 2023)

Quant aux étudiant·es, l'appréciation est réitérée et les retombées se répercutent souvent au-delà du cadre des mandats comme tels :

J'ai adoré effectuer ce mandat pour le côté technique et tout, mais surtout d'avoir l'occasion de parler avec chaque personne participante et de passer un moment avec eux. J'ai appris à écouter, à savoir ... J'ai aussi aimé faire la découverte d'une belle équipe et d'un organisme communautaire bien implanté dans son milieu. (étudiante, 2023)

J'ai été extrêmement bien accueillie et je me suis sentie à l'aise dès la première semaine. Comme étudiante internationale, il est réconfortant de revenir à un travail que je connais et qui est similaire à ce que j'avais déjà fait dans mon pays. Je ressens une bonne longueur d'onde et une bonne communication avec les gens. Le mandat m'a fait découvrir un organisme communautaire, ses alliances et son histoire. (étudiante, 2023)

Mandats dans le cadre de cours

En ce qui concerne les mandats réalisés dans le cadre d'un cours, bien que les collaborations se soient avérées harmonieuses et que les personnes étudiantes aient témoigné de leurs apprentissages et de leur sentiment d'utilité à collaborer avec les groupes, chaque année, les évaluations se sont avérées mitigées. En effet, les retombées pour les groupes n'étaient pas toujours à la hauteur de l'énergie déployée par l'ensemble des parties prenantes. De plus, les défis réitérés – notamment la complexité d'arrimer les besoins des groupes et leurs échéances aux objectifs pédagogiques et aux contraintes du calendrier universitaire – ont fait en sorte que nous avons décidé de ne pas démarrer de mandats de ce type à l'hiver 2023.

Formation Service aux collectivités : S'outiller pour vivre une expérience engagée avec le communautaire

Afin de permettre une meilleure intégration des personnes étudiantes au sein des groupes, et mieux appuyer ces derniers dans l'accompagnement qu'ils offrent aux personnes étudiantes, nous avons développé une formation spécifique au SAC. Cette formation de trois heures, intitulée **Formation Service aux collectivités - S'outiller pour vivre une expérience engagée avec le communautaire**, permet d'informer

les personnes étudiantes sur l'historique et les spécificités du milieu communautaire et de l'approche du SAC en matière de partenariat, ainsi que de leur transmettre des notions essentielles de savoir-être et de savoir-faire. En somme, cette formation permet d'améliorer la qualité du partenariat et répond à la visée de former des citoyen·nes engagé·es et intéressé·es par le travail dans et avec les collectivités.

La première édition de cette formation a eu lieu en mars 2023. En plus de permettre l'acquisition de connaissances essentielles, elle a donné lieu à des échanges sur les découvertes et les défis rencontrés par les étudiant·es dans leurs milieux respectifs. Les personnes participantes (10) se sont dites très satisfaites autant du contenu que de la formule proposée et ont affirmé se sentir intégrées à un groupe d'appartenance partageant des intérêts communs pour les collaborations entre le monde académique et les groupes sociaux.

On se pose beaucoup de questions et ici on a des réponses ensemble, je me sens attachée, cela me rappelle mon attachement à l'UQAM et mon intérêt pour la mobilisation (étudiante, 2023)

Ce dernier point est d'importance, puisque l'objectif de **créer une communauté de pratiques** avait été identifié dès le développement du projet pilote qui a donné naissance au Volet étudiant. Il s'agissait pour nous d'un élément essentiel à l'ancrage du Volet dans l'université.

Bilan et analyses pour éclairer la suite

Le Volet étudiant suscite beaucoup d'enthousiasme et rayonne de plus en plus auprès des groupes et au sein de l'UQAM. En effet, cet intérêt s'est d'une part révélé par le nombre d'organismes proposant des projets (17) et par le nombre reçu de candidatures étudiantes intéressées à effectuer des mandats rémunérés au sein des groupes (35). D'autre part, le Service aux collectivités a été sollicité à plusieurs reprises (15) pour présenter son Volet étudiant au sein de diverses instances de l'UQAM de même qu'auprès du personnel enseignant et professionnel de l'UQAM. L'équipe de travail s'est réunie de façon régulière (13) afin de penser au développement du Volet étudiant, à sa pérennisation et à sa reconnaissance pleine et entière par l'UQAM.

Conclusion et perspectives

En guise de conclusion et à la lumière du présent bilan, voici les objectifs que nous nous sommes fixés pour la prochaine année. En premier lieu nous comptons augmenter le nombre de mandats rémunérés et trouver des avenues pour permettre la pérennisation du poste d'agente dédiée au Volet étudiant, une fois le financement externe terminé. Nous poursuivrons également la réflexion sur les conditions nécessaires à la réalisation de mandats dans le cadre de cours. Nous travaillons aussi à développer des outils physiques et virtuels afin de mieux appuyer les personnes étudiantes et les groupes. La poursuite des activités de formation et de rayonnement est également au cœur de nos priorités, de même que le développement des opportunités de réseautage.

Le Volet étudiant constitue un pôle d'attraction pour les personnes étudiantes de tous les cycles et de toutes les disciplines. Au terme de la formation, une étudiante soulignait que les objectifs et les activités du Volet

étudiant incarnaient en tous points les valeurs que représente l'UQAM depuis son origine. Celle-ci parlait en ces termes de l'importance de faire rayonner les activités du SAC afin de donner envie aux personnes étudiantes de s'inscrire à l'UQAM :

l'UQAM ce n'est pas seulement une université francophone, mais aussi de valeurs d'engagement dans la société qui a le potentiel d'attirer une génération : s'il était plus mis de l'avant, les Z pourraient vraiment être attirés par l'engagement social de l'UQAM qui est incarné par le SAC. (étudiante, 2023)

Remerciements

L'équipe du Service aux collectivités de l'UQAM tient à remercier tout particulièrement :

- Les membres du Comité des services aux collectivités (CSAC), présents et passés, pour leur engagement, leur soutien indéfectible à la mission du Service et leur précieuse collaboration en tant que membres du jury pour les demandes de projets en formation et en recherche ;
- Les personnes siégeant au Protocole UQAM/Relais-femmes, au Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ et au Comité consultatif du Volet étudiant pour leur dynamisme, leur rigueur, leur engagement et leur générosité ;
- Les nombreuses personnes professeures qui s'engagent généreusement, tant en formation, en recherche, en expertise qu'en diffusion, dans une démarche partenariale avec les groupes ciblés par la *Politique des services aux collectivités de l'UQAM* ;
- Les personnes chargées de cours qui ont accepté de répondre aux demandes de formation et de recherche des groupes ciblés par la Politique ;
- Les groupes qui se sont investis dans ce type de projets ;
- Les personnes étudiantes qui y ont contribué généreusement.

Comité des services aux collectivités 2022-2023

Le modèle de gouvernance adopté au Service aux collectivités imprègne le fonctionnement de ses différents mécanismes institutionnels et concrétise son engagement face aux groupes du milieu. Le Comité des services aux collectivités (CSAC), qui relève directement de la Commission des études de l'UQAM, sert de modèle de référence à cet effet. Il est formé d'un nombre égal de représentant·es des groupes du milieu (8) et de l'Université (7 membres du corps professoral issus des 7 facultés et un membre du Service aux collectivités). Cette structure paritaire permet un véritable partenariat entre l'Université et le milieu et constitue un lieu privilégié d'échanges sur les enjeux de la société. Soulignons que depuis cette année, la participation des membres externes aux travaux du comité est reconnue financièrement.

Ce Comité est essentiel aux activités du SAC, non seulement par l'évaluation des projets et l'octroi de ressources (PAFARC et dégrèvements), mais aussi par ses recommandations à la Commission des études (CE) de l'université à propos des axes de développement et des priorités annuelles en matière de services aux collectivités.

Une gouvernance paritaire favorisant une démocratisation du savoir et de nouveaux modes d'appropriation des ressources de l'Université.

En 2022-2023, le CSAC s'est réuni à 5 reprises a été appelé à évaluer 30 projets de recherche, de formation ou de transfert, ainsi que demandes de dégrèvement. Le tableau de la page suivante présente les membres du CSAC pour l'année 2022-2023. L'équipe remercie aussi chaleureusement les membres sortant·es en mai 2023, soient Ophélie Couspevre, Gabriel Danis, Olga Navarro-Flores et Anne Pelletier pour leur implication au Comité.

Membres du Comité des services aux collectivités 2022-2023

Cécile Bardon

Faculté des sciences humaines, UQAM

Delfino Campanile

Promis (Promotion, Intégration, Société nouvelle)

Geneviève Chicoine

** Jusqu'en février 2023*

Service aux collectivités, UQAM

Lise Chovino

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)

Gabriel Danis

** Jusqu'en mars 2023*

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Martine Delvaux

Faculté des arts, UQAM

Francis Dupuis-Déri

Faculté de science politique et de droit, UQAM

Éric Giroux

Écomusée du fier monde

Sandrine Iceta

Maison Flora Tristan

Marie-Jean Meurs

Faculté des sciences, UQAM

Olga Navarro-Flores

École des sciences de la gestion, UQAM

Anne Pelletier

DéPhy Montréal

Julie Poissant

Faculté des sciences de l'éducation, UQAM

Julie Raby

Relais-femmes

Laurence Richard

Wapikoni mobile

Josée-Anne Riverin

** Depuis mars 2023*

Service aux collectivités, UQAM

Marcel Simoneau

Service aux collectivités, UQAM

Michelle Stewart

Faculté de communication, UQAM

Comité-conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ

Depuis plus de 40 ans, le SAC coordonne des projets de recherche et de formation liés au monde du travail et répondant aux besoins des travailleuses et des travailleurs. Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'un protocole unique en son genre qui unit l'UQAM à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) depuis 1976 et à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) depuis 1990.

Ce partenariat est géré par un Comité-conjoint où siègent, de façon paritaire, des membres du corps professoral de l'UQAM et des personnes représentantes de chacune des centrales syndicales, auxquels s'ajoutent l'agente de développement responsable du dossier et la direction du SAC. En plus d'assurer un suivi aux projets en cours, ce comité offre un espace privilégié pour échanger et se concerter sur les orientations quant au développement de projets fédérateurs et novateurs, en s'appuyant sur les besoins actuels et à venir des partenaires syndicaux ainsi que les expertises en recherche disponibles à l'UQAM. Le Comité-conjoint du Protocole s'est réuni à cinq reprises pendant la période couverte par le rapport.

Membres du Comité-conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ 2022-2023

Serge Beaulieu

Service de l'éducation, FTQ

Stéphanie Bernstein

Faculté de science politique et de droit, UQAM

Yves Chochard

Faculté des sciences de l'éducation, UQAM

Lise Côté

**Jusqu'en mars 2023*

Service de la recherche, FTQ

Wilfried Cordeau

**Depuis avril 2023*

Service de l'éducation, FTQ

Gabriel Danis

**Jusqu'en mars 2023*

Centrale des syndicats du Québec, CSQ

Océane Ferland-Schwartz

**Jusqu'en septembre 2022*

Service de l'action terrain, CSQ

Jonathan Fournier

Service de la formation, CSN

Marie Langevin

**Depuis janvier 2023*

Département de stratégie,
responsabilité sociale et environnementale,
UQAM

Mélanie Lefrançois

École des sciences de la gestion, UQAM

Christine Marceau

**Depuis septembre 2022*

Service de l'action terrain, CSQ

Sophie Meunier

**Jusqu'en mai 2022*

Faculté des sciences humaines, UQAM

Éric Pineault

**jusqu'en mars 2023*

Département de sociologie, UQAM

Yanick Provost Savard

**Depuis septembre 2022*

Département de psychologie, UQAM

Marcel Simoneau

Service aux collectivités, UQAM

Marianne Théberge-Guyon

Service aux collectivités, UQAM

Anne Thibault-Bellerose

Service de recherche et de condition féminine,
CSN

Le Service aux collectivités tient à souligner la contribution majeure de Lise Côté, ayant siégé au Comité conjoint pendant plus de 27 ans (entre 1993 et 2023) et ayant complété cette année son dernier mandat. Au cours de ces mêmes années, elle a effectué plusieurs mandats de trois ans au CSAC à titre de représentante du Protocole syndical.

Nous remercions également, pour leur implication, trois membres qui ont quitté le Comité en 2022-2023, Gabriel Danis, Océane Ferland-Schwartz et Éric Pineault.

Comité-conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes

Depuis plus de 40 ans, le SAC coordonne des projets liés aux rapports sociaux de sexe, de genre et aux conditions des femmes dans toutes leurs diversités. Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'une entente, le Protocole UQAM/Relais-femmes, unissant depuis 1982 l'UQAM à Relais-femmes, organisme de liaison et de transfert des connaissances qui fédère environ 200 organisations de femmes à travers le Québec.

Le Protocole développe, en réponse aux besoins des groupes, des recherches-actions, des formations et des activités de transfert des connaissances orientées vers la résolution de situations d'injustice et d'inégalités fondées sur le sexe, le genre, la race, l'orientation sexuelle, ou autres situations d'oppression.

Ce partenariat est géré par un Comité-conjoint où siègent, de façon paritaire, trois représentant·es de l'UQAM (direction du SAC et deux membres de l'Institut de recherches et d'études féministes) et trois représentantes de Relais-femmes (une représentante de Relais-femmes et deux groupes membres) auxquelles s'ajoute l'agente de développement responsable du Protocole. En plus d'assurer un suivi aux projets, ce comité constitue un espace de concertation sur les orientations et la coconstruction de projets novateurs entre groupes de femmes et chercheur·es féministes de l'UQAM. En 2021-2022, quatre rencontres régulières du Comité-conjoint du Protocole se sont tenues, sans parler des nombreuses rencontres de sous-comités associés aux célébrations du 40^e anniversaire du Protocole UQAM/Relais-femmes.

Membres du Comité-conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes 2022-2023

Ama Maria Anney

Action Cancer du sein du Québec

Mylène Bigaouette

Fédération des maisons d'hébergement pour femmes

Sophie Gilbert

Département de psychologie, Faculté des sciences humaines, IREF, UQAM

Eve-Marie Lampron

Service aux collectivités, UQAM

Julie Raby

Relais-femmes

Marcel Simoneau

Service aux collectivités, UQAM

Thérèse St-Gelais

Directrice de l'IREF, UQAM

Comité consultatif du Volet étudiant

Le Comité consultatif du Volet étudiant a été créé lors du CSAC le 26 avril 2021. Composé de deux représentant·es de groupes sociaux, d'un·e professeur·e, d'un·e étudiant·e ayant participé à des projets partenariaux et de l'agent·e du SAC responsable du volet, il alimente une réflexion stratégique autour d'enjeux relatifs à l'apprentissage expérientiel en milieu communautaire, à la reconnaissance académique de l'engagement étudiant et aux collaborations égalitaires milieux-université. Le comité s'est rencontré à l'automne 2022 et à l'été 2023.

Membres du Comité consultatif du Volet étudiant 2022-2023

Fanny Jolicoeur

Service aux collectivités, UQAM

Caroline Forget Galipeau

Regroupement des Maisons des jeunes du Québec

Sandrine Iceta

Maison Flora Tristan

Valérie Michaud

École des sciences de la gestion, UQAM

Marilou Nantel

Maîtrise en sociologie, UQAM

Partenaires des projets accompagnés au SAC

Entre le 1er mai 2022 et le 30 avril 2023

Groupes

- 7 à Nous/B7
- Action Cancer du sein du Québec - ACSQ
- Alliance de la Fonction publique du Canada - AFPC-Québec
- Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale - Alliance MH2
- Association des parents et des handicapés de la Rive-Sud métropolitaine - APHRSM
- Association québécoise des organismes de coopération internationale - AQOCI
- Association québécoise des personnes aphasiques
- Association québécoise des personnes de petite taille - AQPPT
- ATD Quart-Monde
- Carrefour Familial Hochelaga
- CDC Centre-Sud
- Centrale des syndicats du Québec - CSQ
- Centre d'aide aux victimes d'actes criminels - CAVAC Côte-Nord
- Centre d'éducation et d'action des femmes - CÉAF
- Centre de formation populaire - CFP
- Centre de santé des femmes de Montréal
- Centre des femmes Afghanes de Montréal
- Centre des femmes de Laval
- Centre Femmes aux 4 Vents
- Centre justice et foi - centre d'analyse sociale
- Centre lasallien de St-Michel
- Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal /Ligne info-aide violence sexuelle - CVASM-LIVS
- CISSS de la Montérégie-Centre - CISSS-MC
- Coalition des familles LGBT+ - CFLGBT+
- Coalition montréalaise des Tables de Quartier - CMTQ
- Collectif de défense des droits de la Montérégie
- Collectif La DAL
- Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière - CRÉDIL
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle - CLES
- Concertation Prévention jeunesse Longueuil - CPJL
- Confédération des syndicats nationaux - CSN
- Conseil québécois du loisir - CQL
- Conseil québécois LGBT - CQLGBT
- Conseil régional FTQ Montréal métropolitain - CRFTQMM
- Coup de pouce Centre-Sud
- Diversité artistique Montréal - DAM
- Droits et recours Laurentides
- Écomusée du fier monde
- Ex Aequo
- Fédération de la santé et des services sociaux - FSSS
- Fédération des employées et employés de services publics - FEESP-CSN
- Fédération des femmes du Québec - FFO
- Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec - FIPEQ-CSQ

- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - FMHF
- Fédération des professionnelles - FP-CSN
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec - FTQ
- Fédération du Québec pour le planning des naissances - FQPN
- Fédération nationale des communications et de la culture - FNCC-CSN
- Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec - FNEEQ-CSN
- Femmes autochtones du Québec - FAQ
- Femmes regroupées en options non-traditionnelles - FRONT
- Fondation Béati
- Fondation Lucie et André Chagnon - FLAC
- Front commun pour la transition énergétique
- Gang à Rambrou
- Hoodstock
- L'Anonyme
- Le Vaisseau d'or
- Ligue des droits et libertés - LDL
- Maison d'Haïti
- Maison des femmes de Baie-Comeau
- Maison Flora-Tristan - MFT
- Maison Marie-Marguerite
- Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec - MÉPACQ
- Observatoire de l'ACA
- Parole d'ExcluEs
- PROMIS
- Regard en Elle
- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale - RMFVVC
- Regroupement des organismes d'ÉPA de la Mauricie - ROÉPAM
- Regroupement des Ressources Alternatives en Santé Mentale du Québec - RRASMQ
- Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal - RIOCM
- Regroupement québécois de la danse
- Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel - RQCALACS
- Regroupement québécois des intervenant.es en action communautaire en CISSS et CIUSSS - RQIIAC
- Relais-femmes
- Réseau communautaire en santé mentale - COSME
- Réseau de la coopération du travail du Québec - Réseau COOP
- Réseau québécois de l'action communautaire autonome - RQ-ACA
- SCAMA
- Société de développement communautaire de Milton-Parc
- Solon - Celsius Montréal
- Stella l'amie de Maimie
- Syndicat canadien de la fonction publique - SCFP-FTQ
- Syndicat canadien de la fonction publique - SCFP
- Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau - SEPB-FTQ
- Syndicat des travailleuses et travailleurs de la CSN - STTCSN
- Syndicat québécois des employées et employés de service - SQEES
- Table de concertation de Laval en condition féminine - TCLCF
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie - TCGFM
- Table des groupes populaires de la Côte-Nord
- Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles - TRPOCB
- Table nationale des Corporations de développement communautaire - TNDCD
- Tables de concertation jeunesse Samuel-de-Champlain - TJSAM - et Saint-Hubert - TJSH
- Territoires innovants en économie sociale et solidaire - TIESS
- Théâtre des Petites Lanternes
- TROVEP Montréal
- Un toit pour Elles - utpELLES
- Wapikoni Mobile

Professeures et chargées de cours de l'UQAM

École des sciences de la gestion

AUDET, René (Professeur) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale

AUMAIS, Nancy (Professeure) - Département de management

BENTEIN, Kathleen (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

BULLE, Cécile (Professeure) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale

CAMUS, Annie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

CHADOIN, Martin (Professeur) - Département d'organisation et ressources humaines

EMILIEN, Stephanie Blandine (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

GENDRON, Denis (Professeur) - Département des sciences comptables

LANGVIN, Marie (Professeure) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale

LEFÈVRE, Sylvain A. (Professeur) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale

LEFRANÇOIS, Mélanie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

LÉONARD, Maude (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

MICHAUD, Valérie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

NAVARRO-FLORES, Olga (Professeure) - Département de management

OLLIER-MALATERRE, Ariane (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

PAPIRAKIS, Rachel (Professeure) - Département des sciences comptables

ROCHEFORT, Michel (Professeur) - Département d'études urbaines et touristiques

TELLO-ROZAS, Sonia (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

TROTTIER, Mélanie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

Faculté des arts

CUNHA OLIVEIRA, Ney Wendell (Professeur) - École supérieure de théâtre

LAMOUREUX, Ève (Professeure) - Département d'histoire de l'art

ST-GELAIS, Thérèse (Professeure) - Département histoire de l'art

Faculté de communication

BOURASSA-DANSEREAU, Catherine (Professeure) - Département de communication sociale et publique

LAQUERRE, Marie-Emmanuelle (Professeure) - Département de communication sociale et publique

MILLETTE, Mélanie (Professeure) - Département de communication sociale et publique

MONTGOMERY, Catherine Gail (Professeure) - Département de communication sociale et publique

NORMANDIN, François (Chargé de cours) - École des médias

TURBIDE, Olivier (Professeur) - Département de communication sociale et publique

VASQUEZ, Consuelo (Professeure) - Département de communication sociale et publique

Faculté de science politique et de droit

BERNHEIM, Emmanuelle (Professeure associée) - Département des sciences juridiques

BERNIER, Dominique (Professeure) - Département des sciences juridiques

BERNSTEIN, Stéphanie (Professeure) - Département des sciences juridiques

CARRON, Djemila (Professeure) - Département des sciences juridiques

CHAGNON, Rachel (Professeure) - Département des sciences juridiques

COX, Rachel (Professeure) - Département des sciences juridiques

PAGÉ, Geneviève (Professeure) - Département de science politique

Faculté des sciences

DENIS, Denys (Professeur) - Département des sciences de l'activité physique

LEDOUX, Élise (Professeure) - Département des sciences de l'activité physique

MESSING, Karen (Professeure émérite) - Département des sciences biologiques

VENANT, Fabienne (Professeure) - Département de mathématiques

Faculté des sciences de l'éducation

AMIREAULT, Valérie (Professeure) - Département de didactique des langues

BIGRAS, Nathalie (Professeure) - Département de didactique

BRIÈRE, Laurence (Professeure) - Département de didactique

COURCOT, Blandine (Chargée de cours) - Département d'éducation et formation spécialisées

COURNOYER, Louis (Professeur) - Département d'éducation et pédagogie

DAHL, Audrey (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées

DANIAU, Stéphane (Professeur associé, Chargé de cours) - Département d'éducation et formation spécialisées

HORVAIS, Jean (Professeur) - Département d'éducation et formation spécialisées

LACHANCE, Lise (Professeure) - Département d'éducation et pédagogie

LAFORTUNE, Gina (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées

LEPIRE, Chantal (Chargée de cours) - Département d'éducation et formation spécialisées,

Département d'éducation et pédagogie

THÉSÉE, Gina (Professeure) - Département de didactique

Faculté des sciences humaines

BÉLANGER-SABOURIN, Catherine (Professeure) - École de travail social
 BERGERON, Manon (Professeure) - Département de sexologie
 BESSAÏH, Nesrine (Professeure associée) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 BLAIS, Martin (Professeur) - Département de sexologie
 BLAIS, Mélissa (Professeure associée) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 CHESNAY, Catherine (Professeure) - École de travail social
 COURCY, Isabelle (Professeure associée) - Département de sociologie
 DORVIL, Henri (Professeur) - École de travail social
 DUBÉ, Myriam (Professeure) - École de travail social
 FOISY, Catherine (Professeure) - Département de sciences des religions
 GILBERT, Sophie (Professeure) - Département de psychologie
 GONIN, Audrey (Professeure) - École de travail social
 JOCHEMS, Sylvie (Professeure) - École de travail social

LÉVESQUE, Sylvie (Professeure) - Département de sexologie
 MAYER, Stéphanie (Chargée de cours) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 MENSAH, Maria Nengeh (Professeure) - École de travail social
 MEUNIER, Sophie (Professeure) - Département de psychologie
 PACHE, Stéphanie (Professeure) - Département de sociologie
 PARAZELLI, Michel (Professeur associé) - École de travail social
 PETITCLERC, Martin (Professeur) - Département d'histoire
 PINEAULT, Éric (Professeur) - Département de sociologie
 POTVIN, Maryse (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées
 PROVOST SAVARD, Yanick (Professeur) - Département de psychologie
 VILLENEUVE, Stéphane (Professeur) - Département de linguistique

Étudiant·es de l'UQAM

École des sciences de la gestion

AMIROU, Youcef (2e cycle) - Département des sciences comptables
 ARSENAULT, Mathieu (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 BALLAMAN, Marie (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 BENOIT, Iris (2e cycle) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
 BONNAIRE, Angélique (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines

BOUSTYAL, Oussama (2e cycle) - Département des sciences comptables
 BRANCHAUD, Mélanie (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 BRIEN, Simon (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 COUSINEAU, Luc (Postdoctorat) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
 DESCHÊNES, Patrick (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines

DI BLASIO, Gabrielle (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 DIB, Aline (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 DORVAL, Mélina (3e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 ES-SADQUI, Saad (2e cycle) - Département des sciences comptables
 FADDOUL, Paola (2e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques
 FAUST, Rachel (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 FRÉCHETTE, Marie-Josée (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 GAGNONO-BOUDREAU, Brigitte (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 GAUDET, Catherine (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 GUERRI, Ouassila (2e cycle) - Département des sciences comptables
 GUITARD, Rachelle (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 KONATE, Salimata (3e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 LABRANCHE, Geneviève (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 LAUZIER, Rachel (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 LELEU, Karine (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines

Faculté des arts

BEAUDIN, Anne-Julie (2e cycle) - Département histoire de l'art
 CHAGNON, Karim (3e cycle) - Département d'études littéraires

Faculté de communication

BURCHELL, Nicole (2e cycle) - Département de communication sociale et publique
 HUOT, Élise (2e cycle) - Département de communication sociale et publique

LEMAY, Roxanne (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 LORD, Odette (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 MARCHAUT, Alix (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 MAROIS, Kim (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 MICHEL, Daniel (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 MORIN, Stéphanie (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 NOËL DE TILLY, Annie (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 PARENT, Valérie (2e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
 PELLERIN, Sabrina (3e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 PONTBRIAND-BERNIER, Thérèse (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 SARRAZIN-AUDRAS, Tasha (3e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 SAUCIER, Myriam (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 TURENNE, Sophie (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 VERVIERS, Marika (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 VILLENEUVE, Elise (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines

ST-LOUIS, Anne-Marie (2e cycle) - École supérieure de théâtre

LATHOUD, Ingrid (3e cycle) - Département de communication sociale et publique
 LAVALLÉE-IMNHOF, Alysée (1er cycle) - Faculté de communication (Décanat)

MCMURRAY, Judith (2e cycle) - Département de communication sociale et publique

MILLETTE, Laurence (2e cycle) - Département de communication sociale et publique
SOAR, Maxwell (1er cycle) - École des médias

Faculté de science politique et de droit

BIKANDOU, Anouk-Louezi (2e cycle) - Département de science politique

BOUVIER, Justine (2e cycle) - Département de science politique

CHELHOT, Sarah (2e cycle) - Département de science politique

CÔTÉ, Martine B. (2e cycle) - Département des sciences juridiques

FÉLIX, Valérie (1er cycle) - Département des sciences juridiques

HENIDA, Ahlam (1er cycle) - Département des sciences juridiques

JOURDAIN-TREMBLAY, Jessy (1er cycle) - Département des sciences juridiques

LAMONTAGNE, Amélie (3e cycle) - Département des sciences juridiques

LEMIEUX, Karine (3e cycle) - Département des sciences juridiques

MORENCY, Sophie-Anne (3e cycle) - Département de sociologie

PERREAULT, Julie (1er cycle) - Département des sciences juridiques

PERREAULT-HÉBERT, Édith (2e cycle) - Département des sciences juridiques

RENAUDIN, Adé (2e cycle) - Département de science politique

RICHARD, Geneviève (3e cycle) - Département des sciences juridiques

ROSIER-LAFOREST, Camessarde (1er cycle) - Département des sciences juridiques

SEUVE, Marina (3e cycle) - Département de science politique

THIBAUT, Sarah (2e cycle) - Département de science politique

TINTELIN, Alicia (1er cycle) - Département des sciences juridiques

VERNUS, Judith (2e cycle) - Département des sciences juridiques

Faculté des sciences

CURODEAU-CODÈRE, Alexis (3e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)

DUBOIS, Cindy (2e cycle) - Département de mathématiques

Faculté des sciences de l'éducation

BISAILLON, Jérémie (3e cycle) - Département de didactique

BOUCHER-CARDINAL, Marika (2e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées

DUTIL, Rachelle (2e cycle) - Département de didactique des langues

GOULET, Émilie (2e cycle) - Département d'éducation et pédagogie

JASOR, Ingrid (3e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées

MARTINEZ, Élise (1er cycle) - Département d'éducation et pédagogie

PAQUETTE, Alexandra (2e cycle) - Département de didactique

PROULX, Nancy (3e cycle) - Département de didactique

Faculté des sciences humaines

- AIZPURU ARRILLAGA, Nerea (3e cycle) -
Département de sociologie
- ALIMI, Sonia (3e cycle) - Département de
sociologie
- ALVAREZ, Claire (3e cycle) - Département de
sociologie
- ANAHLUI, Afi Édé (3e cycle) - École de travail social
- BADIOCCO, Michele (3e cycle) - Département de
psychologie
- BEAUCHAMP-LEBOEUF, Marie-Hélène (2e cycle) -
École de travail social
- BUSIC, Milan (2e cycle) - Département d'histoire
- CHENG, Isabelle (3e cycle) - Département de
psychologie
- CHOUINARD, Myriam (1er cycle) - Département de
sexologie
- COURNOYER, Laurence (2e cycle) - Département
de sociologie
- DESCHENEUX, Julie (3e cycle) - Département de
sexologie
- DUBOIS, Christophe (2e cycle) - École de travail
social
- DUMAIS, Samia (2e cycle) - Département d'histoire
- DUSSAULT, Joëlle (3e cycle) - École de travail
social
- GRANT-POITRAS, David (3e cycle) - Département
de sociologie
- LAROSE-OSTERRATH, Catherine (3e cycle) -
Département de psychologie
- LAVOIE MONGRAIN, Catherine (3e cycle) -
Département de sociologie
- LESPÉRANCE, Paule (2e cycle) - École de travail
social
- LUSSIER-LEJEUNE, Florence (3e cycle) - Faculté des
sciences humaines (Décanat)
- MOMMÉJA, Léa (2e cycle) - École de travail social
- PILON, Élie (1er cycle) - Département de
psychologie
- PROULX-MASSON, Geneviève (3e cycle) -
Département de sociologie
- RACINE, Nelly (1er cycle) - École de travail social
- ROBERT-D'AMOUR, Éléonord (1er cycle) - École de
travail social
- STRONG, Jérôme (2e cycle) - Département de
sciences des religions
- THERRIEN-BINETTE, Anne-Sophie (3e cycle) -
Département de psychologie
- THIBODEAU, Simon (3e cycle) - Département de
sociologie
- VERT, Émilie (3e cycle) - Département de sexologie
- ZENNIA, Sabrina (2e cycle) - École de travail social

ANNEXE 1 : Collaborations institutionnelles et contributions externes

Bien que les agentes et la Direction siègent sur de nombreux comités, nous soulignons ici les représentations suivantes :

- **Comités EDI Pour une université inclusive 2022-2024** : Le SAC est impliqué dans [deux Chantiers](#) :
 - **S’engager dans la réconciliation avec les Premiers Peuples** (i.e. Comité d’action pour les Premiers Peuples de l’UQAM, dans lequel le SAC est impliqué depuis 2020), s’étant doté d’un [Plan d’action 2021-2026 de l’UQAM - Poursuivre l’engagement avec les premiers peuples](#)
 - **Agir pour l’équité et l’inclusion des femmes et des personnes LGBTQ2+**, comité ayant démarré ses travaux en janvier 2023.
- **Comité [Cohabitation UQAM et marginalités urbaines](#)** animé par l’École de travail social : le SAC a rejoint ce comité afin de favoriser la liaison communauté-université sur les enjeux de cohabitation du quartier.
- **[Observatoire de l’ACA](#)** : Le SAC est membre du comité d’encadrement de cet Observatoire qui se veut un projet de recherche-action par et pour l’action communautaire autonome (ACA). Cette collaboration permet notamment d’être aux premières loges des besoins des milieux en termes de recherche et d’assurer un rôle d’antenne.
- **Recherche partenariale Canada (Community-Based Research Canada)** : le SAC siège au comité de direction, favorisant le partage de réflexions critiques sur l’importance de l’engagement communautés-université
- **Table de concertation du faubourg Saint-Laurent** : siégeant au conseil d’administration, le SAC a été bien engagé dans les démarches de la table pour le renouvellement de son [plan de quartier 2023-2028](#), ainsi que pour l’amélioration de la cohabitation sociale.
- **Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)** : Le SAC est actif au sein de plusieurs instances (conseil d’administration, exécutif et conseil scientifique).
- **Chantier Recherche partenariale et coconstruction des connaissances du Réseau québécois en études féministes (RéQEF)**. Cette équipe a publié une [synthèse sur la co-analyse](#), dans la foulée d’un Forum multipartite (professeur·es, étudiant·es, groupes) d’échanges sur le sujet tenu en 2022, poursuivi des recherches sur le rôle d’intermédiation en recherche partenariale et amorcé la conception (de concert avec l’IREF, le SAC, Relais-femmes et l’OFDIG) d’un répertoire d’outils méthodologiques en matière de recherche partenariale.

L'équipe du SAC est aussi régulièrement sollicitée pour partager son modèle d'engagement communauté-université, ce qui a été réalisé dans le cadre de plusieurs événements au cours de l'année. Parmi d'autres exemples, citons notamment :

- Table ronde: "Unique Ways of Making Partnership Research Work in Social Economy and Community Action in Quebec" 15th Conference of the International Society for Third Sector (ISTR), juillet 2022, Université Concordia
- La collaboration avec les étudiant·es, midi-recherche du département de management de l'UQAM, octobre 2022
- Webinaire Université de MONS-UQAM : [Le Service aux collectivités de l'UQAM : plus de 40 ans de partenaires entre universitaires et milieux associatifs](#), décembre 2022.
- Table ronde : Ponts méthodologiques : les communautés et le territoire, 23e colloque annuel des étudiant·es de cycles supérieurs du CRISES, mars 2023.

Dans le cadre du Printemps de la recherche et de la création de l'UQAM, le SAC a organisé l'atelier : [Mobilisation des connaissances : moteur des projets de recherche et de création?](#) rassemblant des parties prenantes de trois initiatives inspirantes (Récit collectif de la transition sociale et écologique, Droit de manifester et Pratiques d'action communautaire et l'autonomie des destinataires). Cet atelier de partage d'expériences a permis d'explorer quelques éléments clés pour des stratégies de transfert, d'appropriation et de diffusion réussies.

Autres contributions de l'équipe du SAC :

- Comité de bonne gouvernance de l'Observatoire pour le développement inclusif par le genre (OFDIG)
- Comité de direction de la Chaire de recherche sur les violences sexistes et sexuelles en milieu d'enseignement supérieur
- Comité de direction du Laboratoire d'histoire et patrimoine de Montréal
- Comité de direction/recherche du partenariat SAVIE-LGBTQ (CRSH Partenariat 2016-2024)
- Comité rayonnement de la recherche
- Conseil de direction du CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)
- Conseil de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
- Conseil de la recherche et de la création de l'UQAM (COREC)
- Mandataire du vice-recteur à la Recherche, la création et la diffusion au sein du Comité institutionnel en matière d'écoresponsabilité.
- Membre du Conseil d'Institut de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM)
- Membre du Réseau québécois en innovation sociale (RQIS)
- Représentant de l'UQAM pour Espace Ville autrement
- Réseau International UNiversités-Sociétés (RÉIUNIS)

ANNEXE 2 : Lauréates des bourses d'études du SAC 2022-2023

Chaque année, le SAC offre des bourses d'études pour reconnaître l'excellence et l'engagement de personnes étudiantes de l'UQAM dans le cadre de leur projet de maîtrise ou de doctorat. Ces bourses sont offertes par l'entremise des concours de bourses étudiantes de la Fondation de l'UQAM et ont été bonifiées en 2022-2023 grâce à un généreux don de Mme Ruth Rose, professeure émérite en sciences économiques (UQAM) et de feu M. Michel Lizée, retraité du SAC.

Noémie Beauvais

Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités (1282), 3000 \$

Maîtrise en droit (droit du travail, mémoire)

L'absence de protection en matière de harcèlement psychologique et sexuel au travail pour les personnes sans statut d'immigration : étude de cas de la mobilisation du comité des femmes de l'association des travailleuses et travailleurs d'agence de placement pour l'élargissement du droit

Maria Fernanda Siguenza Vidal

Bourse du Fonds du Service aux collectivités (376), 1 500 \$

Doctorat en sociologie

La guerre contre le crime organisé au Mexique devant les systèmes de justice autochtones

Le comité d'attribution tient à saluer la qualité exceptionnelle des candidatures et souhaite bonne continuation aux récipiendaires dans la réalisation de leurs projets, dont la pertinence pour les collectivités est soulignée.

ADRESSE	Service aux collectivités Université du Québec à Montréal 400, rue Sainte-Catherine EST Montréal (Québec)
COURRIEL	sac@uqam.ca
SITE WEB	sac.uqam.ca
FACEBOOK	@sacuqam
YOUTUBE	https://www.youtube.com/@sac-uqam
LINKED-IN	https://www.linkedin.com/company/89811219
INSTAGRAM	serviceauxcollectivitesuqam